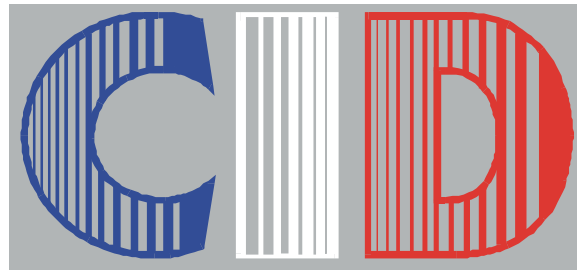


COLLEGE INTERARMEES



DE DEFENSE

LES RELATIONS ENTRE LA RUSSIE ET L'UNION EUROPEENNE

Mémoire de géopolitique

Commandant Christian MAILLERE

Dans le cadre de l'étude dirigée ' Géopolitique de la RUSSIE '

Directeur : Melle Isabelle FACON
de la Fondation pour la recherche stratégique

AVRIL 2001

FICHE DOCUMENTAIRE

Relative au mémoire de géopolitique « Relations entre l'Union européenne et la Russie

1. LES RELATIONS ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET LA RUSSIE

2. Commandant Christian MAILLÈRE –Armée de l'air – France

3. Avril 2001

4. Division D – Groupe 4

5. Synthèse du sujet traité :

La Russie et l'Union européenne entretiennent une relation économique de premier ordre. Celle-ci s'inscrit directement au cœur de la transition de la Russie vers l'économie de marché. L'application d'un modèle occidental n'a pas donné les résultats espérés tant le fossé entre les cultures était grand.

L'UE observe avec un intérêt mêlé de défiance l'évolution politique de la Russie depuis son indépendance de 1991.

L'arrivée au pouvoir de V. Poutine met en exergue les hésitations récurrentes russes entre le choix d'une attitude pro ou anti-occidentale.

La relation sécuritaire en est encore à ses balbutiements. Cependant, depuis la crise du Kosovo elle s'est accélérée et son importance a été soulignée au sommet d'octobre 2000.

A travers ces relations, les Russes espèrent retrouver leur place sur la scène internationale, tandis que les Européens s'attachent à la Russie pour ne pas se retrouver face à la situation antérieure à 1991. Dans ce jeu relationnel les Américains jouent les trublions.

6. Mots clés : Union européenne / Russie / Coopération / Partenariat / Relations / Sécurité

SOMMAIRE

1 INTRODUCTION

2 UNE RELATION ESSENTIELLEMENT ECONOMIQUE

2.1 LES PARTENARIATS ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET LA RUSSIE

2.2 L'ECHEC DES REFORMES, VERS LE CHAOS

2.3 LES ENGAGEMENTS EUROPEENS

2.4 AMELIORATION DE LA SITUATION ECONOMIQUE

3 DES EVOLUTIONS POLITIQUES SOUS LE REGARD EUROPEEN

3.1 LE REGIME ET LE SYSTEME POLITIQUE

3.2 LE ROLE DE L'ARMEE

3.3 LES DROITS DE L'HOMME

4 L'ENJEU SECURITAIRE

4.1 UN INTERET PARTAGE

4.2 PLACE DE LA RUSSIE DANS LA PESCA DE L'UE

4.3 LES ATTENTES RUSSES

5 CONCLUSION

---000---

1 INTRODUCTION

LA RUSSIE L'ETERNEL BALANCEMENT ENTRE EUROPE ET ASIE

La Russie, pays à deux faces comme celles de Janus, porte en elle une sorte d'ambiguïté qui se retrouve dans sa géographie à cheval sur l'Europe et l'Asie, dans son histoire et dans sa symbolique, l'aigle à deux têtes de son blason.

Les limites territoriales actuelles ne s'apparentent qu'à celles de la fin du XVII^{ème} siècle. L'histoire de la Russie est celle d'un pays qui n'a cessé de se coloniser lui-même¹. Peuple nomade, négligeant et ravageant la terre qui le nourrit, il a conquis les grands espaces tantôt s'ouvrant sur l'extérieur et sur l'Europe avec Pierre le Grand (fondant Saint Petersburg au XVII^{ème} siècle), parfois s'enfermant sur lui-même pour mieux découvrir son eurasianisme. L'empire russe atteint son apogée en 1914. Après un rétrécissement, du fait de la révolution, il retrouve avec l'URSS ses dimensions impériales. Ces fluctuations territoriales caractérisent bien *un territoire élastique*, comme l'écrivent Denis Eckert et Vladimir Kolossov dans «la Russie² ». En 1991, la Fédération de Russie est indépendante avec ses frontières actuelles. Depuis lors, elle semble en quête d'une identité pour retrouver la place qui lui revient naturellement sur l'échiquier mondial.

L'enclave de Kaliningrad en Europe et les îles Kouriles en Asie appartiennent toujours à la Russie et sont potentiellement source de conflictualité. Ces deux points clés figurent parfaitement ce balancement de la Russie entre Europe et Asie.

La réorganisation de l'espace européen est devenue fondamentale. La Russie est une nouvelle fois au cœur d'une définition de l'Europe ; débat futile³ pour certains, mais débat. Les vieux démons sont encore là. C'est le réveil de la géopolitique et avec elle le retour au premier plan de l'Europe. La nouvelle Russie indépendante surgissant de soixante quinze ans de communisme est le nouveau partenaire atypique et encombrant de ce paysage.

¹ Sur le thème de l'histoire de la Russie voir Hélène Carrère d'Encausse, *La Russie inachevée*, Paris Fayard, 2000.

² Denis ECKERT, Vladimir KOLOSSOV *La Russie*, Dominos, Flammarion 1999.

³ Rodric Braithwaite : *La Russie pays européen*

L'émergence de cette Russie du XXI^{ème} siècle, qui n'est plus aussi menaçante que ne l'était l'URSS⁴, suscite pour l'Europe un curieux sentiment «d'attirance et de méfiance⁵».

Dans les années quatre-vingt, Gorbatchev voulait que la Russie fasse partie de la «maison commune européenne». Il disait alors : «l'histoire de la Russie fait partie intégrante de l'histoire de la grande Europe». Tous les espoirs étaient permis. La nouvelle donne offrait enfin la perspective d'une Europe unie, pourquoi pas celle qui irait de l'Atlantique à l'Oural ou encore plus loin ? Il lui fallait, avant tout, se normaliser. C'est tout le fond du problème. Quelle normalisation ? Avec quels partenaires ?

Force est de constater que l'Europe a malgré tout, toujours face à elle, un foyer potentiel d'instabilité qu'elle ne pourra maîtriser que par la qualité de sa relation. La constitution d'un nouvel ordre européen comprenant la Russie est à la fois un enjeu et un défi : enjeu sécuritaire pour l'Union européenne (UE), défi pour la Russie de récupérer la place qui lui revient dans le concert des nations. La Russie doit retrouver le chemin de la croissance et sa transformation démocratique doit être poursuivie. De sa réussite dépendra vraisemblablement l'affirmation d'un monde multipolaire cher aux yeux des russes.

L'Union européenne en a fait une priorité de sa politique extérieure. La relation Union européenne-Russie a connu des variations sensibles. Elle est passée d'une entente cordiale à une «paix froide» sous B.Eltsine, pour revenir aujourd'hui à une situation plus réservée avec V. Poutine. Celui-ci fait rejaillir les craintes d'une rupture avec l'Europe et l'occident, lui préférant l'Asie ou bien un repli du pays sur lui-même, ou pire encore, faire éclater l'OTAN en attisant les tensions entre Washington et les Européens.

Nous verrons dans une première partie que la situation russe confère à la relation économique un poids prépondérant. Très tôt, sur fond de décalage de cultures, la relation économique avec l'UE s'est institutionnalisée. L'amalgame entre la politique interne et le développement économique ont entraîné un déficit de confiance des européens. La motivation du partenariat énergétique, les coopérations pour aider à la stabilisation de la Russie conduisent néanmoins l'Europe à poursuivre ses efforts d'assistance. L'amélioration des résultats économiques et la volonté de réforme de V. Poutine sont encourageantes.

⁴ V. Baranovsky : le partenariat en perspective : la Russie sur la scène internationale

⁵ Voir I. FACON, «facteurs permanents et fédérateurs de la politique extérieure russe : entre blocage et renouvellement», *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2000, vol.31, n°2, pp.157-189

La question politique est plutôt à la traîne de la relation économique. Dans une seconde partie nous remarquerons que la situation en Russie avec le Président Poutine paraît quelque peu en contradiction avec les exigences européennes. Comment faire de cet ensemble si hétérogène un état viable et gouvernable ? Poutine sera t-il mieux que son prédécesseur ? L'Armée semble reprendre une place de choix. La Tchétchénie repose la question des droits de l'Homme et peut devenir un facteur de blocage.

Enfin, la troisième partie nous conduira à étudier l'enjeu sécuritaire. Ce dernier point, est particulièrement sensible puisque l'Europe peut jouer un rôle fondamental pour le repositionnement stratégique de la Russie.

---OOO---

2 UNE RELATION ESSENTIELLEMENT ECONOMIQUE

2.1 LES PARTENARIATS ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET LA RUSSIE

2.1.1 L'ORIGINE DE LA RELATION

L'après guerre froide est une période d'euphorie. La Russie n'apparaît plus comme un danger mais au contraire comme un défi économique et politique pour la communauté européenne.

Pour la Russie, l'Europe est attrayante. Contrairement à la relation avec les Américains il ne se dégage pas de risque «domination-soumission ». Un rapport d'égal à égal peut alors se nouer.

C'est l'accord économique signé en 1989 qui est le point de départ du partenariat entre l'URSS et l'Union européenne. L'intérêt de cette nouvelle relation était réellement partagé. Gorbatchev démontrait à l'opinion internationale la matérialité de sa Perestroïka⁶ et l'ouverture de l'URSS sur l'occident. Pour la communauté européenne, elle constituait un procédé de pression utile dans la nouvelle relation transatlantique⁷ qui se nouait à cette époque. La mise en application de cet accord se fit pour l'Europe, dans le contexte assez déstabilisant de l'effondrement de l'URSS. L'entrée de l'URSS dans la «maison commune » devenait une réalité.

Il fallait aller vite. Les Soviétiques voulaient que leur pays soit traité comme un autre grand pays, considérant que les progrès accomplis avec la Perestroïka étaient suffisants. Parallèlement, les exigences européennes étaient trop fortes pour être supportées.

Cet accord a été prorogé avec la toute jeune Russie en 1991. L'Union européenne est devenue son principal partenaire commercial.

⁶ La Perestroïka visait trois objectifs : sortir le pays de sa récession, construire un Etat de droit, rendre l'appareil étatique plus autonome face au parti.

⁷ V. Shemiatenkov : prémisses du partenariat l'accord de coopération avec l'URSS de 1989

2.1.2 LES FONDEMENTS INSTITUTIONNELS

L'accord de partenariat et de coopération (APC) entre la Russie et l'Union européenne a été conclu à Corfou le 24 juin 1994 et est entré en vigueur en décembre 1997. Cet accord est venu ajouter un caractère plus politique à la relation établie en 1989. C'est l'accord majeur de la relation entre la Russie et l'Union européenne. Il est jugé comme le premier acte bilatéral dans lequel les pays de l'Ouest considèrent la Russie comme un pays à économie en transition. Il ne s'agit pas d'être intégré dans l'UE mais plutôt dans un système économique. C'est un accord qui s'inscrit initialement pour une période de dix ans.

En 1995, un accord provisoire est signé pour faire profiter à la Russie du statut de nation la plus favorisée. D'une part, il instaure la base de leur relation, d'autre part il constitue le cadre institutionnel et juridique de la coopération entre l'UE et la Russie. Il doit conduire à l'intégration de la Fédération de Russie dans un espace de coopération paneuropéen et créer les conditions nécessaires à l'économie de marché et à l'instauration d'une zone de libre échange. Il vise à favoriser le maintien de la stabilité russe au nom de la sécurité européenne et cherche à encourager la Russie à adopter progressivement un certain nombre de valeurs. De ce point de vue, le bilan est sans doute mitigé ce qui est un frein à un partenariat d'envergure

Pour réaliser ces objectifs, soixante domaines de coopération sont recensés : parmi eux, la coopération pour harmoniser la législation, les standards et les certificats de la Russie avec ceux de l'UE. L'avancement des programmes est suivi annuellement par le comité de coopération des affaires étrangères et le comité de coopération des hauts fonctionnaires.

Pourtant la Russie n'est pas parvenue à réaliser parfaitement la transition vers l'économie de marché. Le problème du partage de la rente des matières premières, la reconstruction du marché intérieur et les relations entre forces financières et politiques⁸ sont trois interrogations qui demeurent capitales pour l'économie russe.

Au chaos qui a engendré une perte de confiance et une dette trop élevée a succédé l'espoir avec le retour à la croissance.

⁸ Voir J.Sapir, *Le chaos russe*, la Découverte 1996

2.2 L'ECHEC DES REFORMES, VERS LE CHAOS

La volonté de crédibilité vis à vis de l'occident, ajoutée à une précipitation trop grande pour répondre aux exigences du marché, ont conduit la Russie à dépendre de façon critique de ses exportations de matières premières et de ses importations de produits alimentaires et de produits manufacturés. C'est à dire une économie de type primitif. Les Russes cherchaient des partenaires et non pas des organisations qui offrent des prêts moyennant la réalisation du processus de transition selon des normes inflexibles occidentales. V.Schemiatenkov dans «*le partenariat entre l'UE et la fédération de Russie* » laisse entendre que les négociateurs soviétiques n'ont pas réussi à faire comprendre à la communauté européenne que ses revendications de garantie de prix étaient inadaptées à leur économie à planification centralisée. Cet argument deviendra récurrent dans le discours des nationalistes fondamentalistes, mais aussi dans celui, quelque peu amer, de Russes qui ne sont pas spécialement réputés pour leur opposition à l'Europe comme par exemple Andrei Gratchev⁹.

Les autorités ont tenté, en liaison avec l'UE, le FMI, et de nombreux autres organismes financiers, d'appliquer un modèle de type quasi libéral qui ne tenait compte ni des spécificités du tissu économique, ni des conséquences sociales et morales, ni même du poids de l'histoire ; soixante quinze ans de communisme. Ainsi, l'Etat russe a distribué son patrimoine sans aucun retour et du même coup a perdu totalement son pouvoir de maîtrise des principaux acteurs économiques. Cette transformation brutale de l'économie, dans une période d'affaiblissement généralisé de l'état est à l'origine des dérives y compris criminelles et mafieuses.

L'approche géographique des comportements économiques de la Russie nous ramène aux trois Russie¹⁰ distinguées par le géographe B.Rodoman. En effet, plus on s'éloigne de Moscou plus on s'écarte de l'économie de marché.

Le niveau régional constitue un élément essentiel de l'économie, mais l'état central éprouve des difficultés considérables pour imposer son autorité. Les dérives locales ont généré la fuite des capitaux vers l'étranger avec généralisation des mécanismes de troc.

⁹ Conférence prononcée au CNAM à Paris en octobre 2000

¹⁰Toutes les zones situées à moins de deux heures des aéroports, la Russie provinciale, La Russie de la périphérie profonde, Russie des marges 10 millions de km²

Ce phénomène, qui est quasi culturel en Russie, trouve son origine à la fois dans la carence de ressources financières et dans le défaut de discipline de paiement par l'Etat des différents acteurs économiques et des banquiers. Les mesures pouvant être mises en œuvre pour dégager des recettes et réduire les dépenses ont éloigné davantage encore l'économie d'une évolution ordonnée vers l'économie de marché. Elles l'ont fourvoyée dans un recours accru au troc, aux monnaies parallèles et aux "compensations" mutuelles, ainsi que dans l'accumulation des arriérés de paiements publics ou privés (dont les arriérés de salaires sont la manifestation la plus visible, la plus médiatisée et potentiellement la plus explosive). Ainsi, en 1995, environ 30% des transactions se font sous forme de troc, ce taux est allé jusqu'à 43%¹¹.

La non-monétarisation du marché est un cercle vicieux dont les conséquences sont multiples :

- affaiblissement de l'état par défaut de rentrée d'impôts,
- déficit d'investissement étranger et même national par manque de confiance.

La réforme libérale a conduit à une désétatisation trop rapide sous forme de privatisation des entreprises et des banques entraînant d'inévitables dérapages et la monopolisation de fait des richesses par un groupe relativement restreint. Cela sans aucune contre partie pour l'état qui s'est retrouvé sans ressources.

Un programme de masse de privatisation a été lancé en 1992. Les petites entreprises de service ou de commerce ont été vendues au public par voie d'enchères. Pour les grandes et moyennes entreprises chaque employé recevait un «voucher» ou bon de privatisation qu'il pouvait ensuite investir dans l'entreprise de son choix. Un marché secondaire se crée alors d'où émergent des fonds d'investissements qui récupèrent une part importante des 150 millions de «voucher» émis. Ce programme va s'achever en 1994. C'est ainsi que la majorité des entreprises d'Etat ont été transférées au secteur privé. En 1995, une quinzaine de banques moscovites prête à l'Etat et reçoit en échange des actions. Les plus grandes entreprises de l'Etat sont ainsi redistribuées à ceux que l'on appellera désormais les oligarques et qui en échange soutiendront B. Eltsine.

La privatisation a pour conséquence une chute sans équivalent de la production industrielle entraînant avec elle un phénomène de désindustrialisation. Ce fait a été

¹¹ Source : Bilan du Monde 2001

particulièrement sensible dans la province ou dans la Russie des marges. Les impôts sont impayés et le gouvernement ne peut plus faire face aux dépenses.

La collecte de l'impôt étant, par ailleurs, très faible, comme nous avons pu le constater du fait du troc, et du refus de payer l'impôt, l'état russe n'a pu que sombrer dans le marasme économique, entraînant avec lui dans le chaos toute l'économie du pays. Cette tendance a connu une accélération entre 1994 et 1995 pour connaître son apogée avec la crise économique de 1998.

2.2.1 LA CRISE DE 1998

En 1998 le pays subit de plein fouet la crise économique. Crise qui tire son origine de facteurs endogènes : géographie, mauvaise gestion, prévarication, désétatisation, et de facteurs exogènes : aides et recommandations européennes ou occidentales inadaptées.

La Russie est fortement tributaire de ses exportations de ressources énergétiques et de divers autres produits de base qui comptent pour 80 % dans ses exportations de marchandises. Le fléchissement de la demande mondiale et le recul sans précédent des cours de ces produits induits par la crise asiatique ont un effet très négatif sur l'économie auxquels il faut ajouter l'explosion de la bulle spéculative.

La profonde stratification de la société, l'augmentation du poids de la population qui vit au-dessous du seuil de pauvreté, la croissance du chômage sont mis en exergue et accentués par la crise de 1998. Ces régressions nourrissent un fort ressentiment qui constitue une menace contre la sécurité intérieure russe dans le domaine social. La disparition d'une politique étatique forte est globalement déplorée dans la sphère sociale.

La rancœur du peuple russe sera exploitée par les courants de pensée anti-occidentaux qui voient dans l'ouverture vers l'Ouest la perte de la Russie.

2.2.2 LES GKO

Le déclenchement de la crise est lié, pour partie, à l'ouverture mal gérée des marchés financiers russes aux prêteurs et investisseurs étrangers. Sous l'impulsion du FMI, de la Banque mondiale et de l'UE, le gouvernement lance le marché des GKO. Ce sont des emprunts gouvernementaux à court terme qui ont joué un rôle aggravant dans la crise

économique russe. Les premières émissions de GKO étaient réservées aux résidents et les taux d'intérêt offerts étaient très élevés. Ensuite, ce marché s'est ouvert aux non-résidents, ce qui a fini par faire baisser les taux d'intérêt. Près de quatre milliards de dollars de prêt du FMI destinés à soutenir le Rouble en 1998 auraient été cédés par la Banque centrale russe à des banques cherchant à fuir le marché des bons du trésor. On comprend bien que ces manipulations financières aient contribué plus à l'enrichissement de certains qu'à la conduite et à la réussite des réformes visant à la remise sur pied de l'économie. Ces dérives ont été largement favorisées par un manque singulier de contrôle de l'emploi des liquidités par les organismes prêteurs.

2.2.3 L'ETAT ET LES OLIGARQUES

Au lieu de diriger et de contrôler les réformes, l'état a perdu toute sa puissance et les moyens de mener sa politique. Les administrations publiques russes, dont le fonctionnement se caractérise par une opacité et des irrégularités notoires, n'ont pas évolué.

L'État russe s'est révélé incapable de mettre en place un processus budgétaire et un système de surveillance et d'audit ou même un dispositif fiscal fédéral opérationnel. Autant de pièces qui autoriseraient une véritable maîtrise des dépenses. L'approfondissement institutionnel voulu pour instaurer un système d'administration fiscale régi par la loi est resté à la traîne des besoins en recettes. L'introduction d'un code fiscal opérationnel aurait permis de renforcer la collecte de l'impôt.

Les oligarques ont acquis un tel pouvoir qu'ils ont pu exercer des pressions sur les organes législatifs et réglementaires pour obtenir de nouveaux avantages. Ils ont de cette façon bénéficié d'une certaine impunité pour spéculer et détourner vers l'étranger les capitaux nationaux. Leur rôle politique devenait tel que B.Eltsine n'a pu être réélu que grâce à leur soutien. Incontournables et sans scrupule, ils ont contribué à l'affaiblissement de l'Etat et à la perte de confiance de l'UE.

Ces excès ont amené la Russie à un endettement qui la rend peu crédible aux yeux des investisseurs potentiels.

2.2.4 LA DETTE RUSSE

Malgré la faiblesse de son économie la Russie a réussi à accéder au rang des clients du Club de Paris et de Londres. Preuve si besoin était de l'importance qu'attache l'Europe à l'évolution de la Russie vers l'économie de marché.

Pour accroître son poids relatif sur la scène internationale, il est indispensable que son économie soit renforcée. C'est là sa tâche essentielle pour les années à venir. La Russie n'arrive toujours pas à être un acteur du jeu économique international. Selon certains analystes, elle ne doit pas se focaliser sur ses matières premières (pétrole et gaz), mais plutôt sur le règlement de sa dette et sur la réponse au défi de la globalisation.

La dette de la Russie au Club de Paris reste très élevée, environ 48 milliards selon l'AFP du 7 janvier 2001. Le sujet de son remboursement a suscité certains remous au mois de janvier 2001 en particulier avec l'Allemagne qui détient près de la moitié de la dette du club. Il s'agit là d'un enjeu important pour les relations de la Russie avec l'Europe et principalement pour V. Poutine. Il doit prouver sa capacité à décider d'une politique économique, c'est à dire remettre de l'ordre et attirer les investisseurs. La dette extérieure publique et privée de la Russie, envers les pays étrangers et les organisations internationales, s'élève à 148 milliards de dollars.

En février 2000, la Russie a réussi à arracher l'effacement de 10 milliards de dollars de dettes auprès du club de Londres qui rassemble des créanciers privés. Son argument était que le fardeau de l'endettement empêche la Russie de mener à bien toute réforme sociale et économique.

Les échéances pour 2001 sont de 3,4 milliards de dollars pour le club de Paris et 2,6 milliards de dollars pour le FMI¹². Ces remboursements comme ceux de 1999 et 2000 n'ont pas été inscrits au budget 2001 de la Russie. D'après certains observateurs occidentaux, les avis divergent sur ce point. Les opportunités de l'année 2000 ont été gâchées par l'absence de véritable réforme économique.

L'érosion des investissements nationaux et étrangers est l'un des problèmes économiques les plus cruciaux du point de vue de la politique. Ces investissements sont considérés comme primordiaux pour la modernisation et la reconstruction de l'économie. Les Européens espèrent que le retour d'une certaine stabilité - même s'il s'accompagne de tendances potentiellement négatives - permettra à la Russie de devenir un pays attrayant

¹² Source Le Monde 8 janvier 2001.

économiquement. Actuellement, les sociétés européennes investissent moins que les américaines. Pour redonner du crédit à l'image de la Russie auprès des organisations financières internationales, V. Poutine a tout intérêt à rembourser la dette. Par ces signes de bonne volonté les investisseurs étrangers retrouveront la confiance indispensable à leur prise de risque.

Le retour à la croissance, qui semble se profiler, restera éphémère s'il ne s'accompagne pas de réformes en profondeur. S'attaquer à l'extrême bureaucratie qui est un des piliers traditionnels de la Russie, à la corruption, au délabrement du système bancaire sont les moyens d'asseoir durablement le pays dans la croissance. « L'économie russe doit passer d'une logique de récupération à une dynamique de développement » J.SAPIR¹³. L'Union européenne et la Russie ont instrumentalisé leur relation avec des accords de partenariat et des programmes d'assistance technique. Ces instruments ont sans aucun doute contribué à un retour sur le chemin de la croissance de la Russie et à une avancée dans le domaine des valeurs.

2.3 LES ENGAGEMENTS EUROPEENS

2.3.1 ENERGIE CONTRE INVESTISSEMENT

L'immensité russe recèle d'abondantes ressources en matières premières et matières fossiles. Ces richesses sont des atouts fondamentaux d'un point de vue politique, économique et diplomatique pour la Russie. Cependant, le climat et l'immensité du territoire engendrent de sérieux obstacles qui entravent leur exploitation.

Les Russes exportent pour une grosse part de l'énergie. En contre partie, l'Europe investit faiblement et importe très peu.

Le pays est le premier producteur mondial de gaz naturel (618 milliards de tonnes en 1993), mais cette production diminue d'année en année. Ainsi la production qui était de 550 milliards de tonnes en 1998 n'est plus que de 525 milliards de tonnes en 2000. Cette diminution s'explique par l'obsolescence des installations. Gazprom, le géant russe qui exploite le gaz n'est pas capable d'investir suffisamment pour augmenter la production.

¹³ Op cit.

Egalement premier pays pour la production de nickel, il est le deuxième pour le fer et le lignite. Enfin, il occupe le troisième rang pour le pétrole.

Le pétrole et le gaz sont les principales exportations de la Russie. La dépendance des pays occidentaux pour le pétrole et le gaz est déterminante en terme de relation. Le débat sur le passage des oléoducs en témoigne. En 2020, les Etats-Unis comme la plupart des pays occidentaux, et l'Europe en particulier seront contraints d'importer 70% de leurs besoins en matières fossiles. La Russie ne peut se suffire de ces seuls échanges.

En partie grâce à ses capacités énergétiques et malgré l'obsolescence de ses installations, la Russie a connu un retour sensible à la croissance. Après la crise des Balkans, le souci d'un lien plus étroit entre la Russie et l'Union européenne et la nécessité de diminuer les paiements dus par la Russie au Club de Paris, réclament d'accroître leurs relations commerciales. La réalisation d'un consortium en est la première étape mais les exigences russes des tracés peuvent faire craindre quant aux objectifs réels de ce partenariat pour la Russie. A travers la constitution d'un consortium réunissant «gazprom, Gaz de France, Wintershall et la Snam italienne », la première étape du partenariat énergétique préconisée par l'Union européenne a été accomplie. Le but est double : amener des investissements massifs dans le secteur énergétique en Russie et doubler les achats de gaz par l'Europe. Concrètement, il s'agit de réaliser deux gazoducs, l'un passant par la Finlande, l'autre à travers la Biélorussie et la Pologne. Le projet avec la Finlande est important sur le plan symbolique puisque la Finlande est la seule frontière directe entre l'Union européenne et la Russie.

Le tracé qu'impose la Russie contourne l'Ukraine. En outre, la Russie exige que l'Union européenne renonce à participer au projet de construction de l'oléoduc Bakou-Ceyhan permettant d'exporter des hydrocarbures de la Caspienne en contournant la Russie. Malgré une garantie d'état aux investissements étrangers, de nombreuses incertitudes pèsent sur la confiance à accorder aux oligarques qui dirigent toujours ce secteur.

Par les conditions qu'elle impose à l'Europe dans le tracé des gazoducs, la Russie pourra ainsi contrôler des pays comme l'Ukraine et tenter de restaurer une forme de contrôle sur les pays de la CEI.

Il est crédible d'imaginer que la Russie vise dans ce partenariat plusieurs objectifs :

- Faire reculer, voire éliminer, les Etats-Unis de la sécurité européenne tout en se repositionnant au sein de cette sécurité,

- Transformer l'Europe en «étranger proche ¹⁴»,
- Créer une dépendance énergétique avec certains pays d'Europe comme l'Allemagne.

Ajoutons à ces éléments la tentation de ne pas poursuivre les réformes structurelles lui permettant enfin de produire des richesses. Le risque de ce partenariat est loin d'être négligeable. Toute la question est de savoir quel crédit accorder à Poutine ? Il faut garder à l'esprit que pour lui la prospérité n'est pas une fin en soi. C'est seulement la condition préalable à la restauration de la puissance russe. La marche vers la démocratie et l'économie de marché est encore longue !

2.3.2 L'ASSISTANCE TECHNIQUE EUROPEENNE : TACIS

TACIS («technical Assistance to the Commonwealth of independent States») est l'instrument de coopération et d'assistance de l'Union européenne en direction de la Russie et de l'ensemble des nouveaux états indépendants membres de la Communauté des Etats indépendants et de la Mongolie. Il a été adopté par le Conseil européen, à Rome en décembre 1990. C'est un programme d'assistance technique fondé sur le transfert de savoir-faire, mais qui développe également des programmes d'actions d'urgence humanitaire et alimentaire.

Il affiche très clairement la volonté européenne de voir ses proches voisins entrer dans un monde démocratique, modernisé et économiquement sain. Il s'agit d'exporter, d'ancrer et de consolider les valeurs politiques économiques et sociales d'un modèle européen de société. C'est peut-être là l'erreur de ces aides.

A l'inverse des aides du FMI ou de la Banque mondiale, les aides européennes au profit de la Russie, sont très rarement évoquées, peu de publications en font état. Elles sont pourtant conséquentes, puisqu'elles représentent environ 59% du total des aides accordées à la Russie. Ce programme est une assistance très profitable pour la Russie car il agit dans de nombreux domaines stratégiques pour elle. Les secteurs prioritaires sont la restructuration des entreprises publiques, le développement des entreprises privées, l'agriculture, la restructuration des réseaux d'infrastructures dans les transports, l'énergie et les télécommunications, la sécurité nucléaire, l'environnement, la réforme des administrations publiques, les services sociaux et la formation des cadres gestionnaires.

¹⁴Thèse développée par Françoise Thom : le partenariat énergétique, revue géopolitique n°72

Le programme TACIS comprend également un volet militaire avec le projet de recyclage d'officiers. Près de 20000 officiers sont concernés.

Le programme TACIS¹⁵ est appuyé par des instruments financiers prenant forme de programme de partenariat, de jumelage, de coopérations scientifiques. TACIS est un programme qui est renouvelé annuellement avec une enveloppe financière annuelle. Pour la période 1996-1999 ; 2,224 millions d'Ecus avaient été prévus.

Cette aide, ne répondant pas à toutes les attentes et pouvant être assortie de sanctions, a fait l'objet de vives critiques. Le choix des experts, la mauvaise gestion des fonds, l'impossibilité d'investir avec les fonds de TACIS (c'est une assistance technique, avec des équipes d'experts) les lourdeurs administratives, sont souvent mises en avant pour dénoncer le manque de résultats. De plus, l'aide réelle versée, est souvent inférieure à ce qui avait été annoncé. Certains programmes n'ont pu être menés à terme faute de subventions promises.

En outre, au titre de sanction contre la guerre en Tchétchénie, une partie de l'aide du programme TACIS a été gelée en mars 2000¹⁶ par l'Europe. Ce moyen de pression est prévu dans l'accord mais difficilement applicable. Le fragile équilibre qui se construit laborieusement risque d'être mis à mal. La tendance à l'ouverture pourrait être remise en cause par les ultra nationalistes, prétextant la volonté affichée des occidentaux de laisser, voire de pousser, la Russie à s'enfermer dans ses erreurs. C'est la théorie du complot qui refait surface.

¹⁵ TACIS- PCC (programme partenariat et coordination : échanges entre sociétés civiles UE et NEI), TACIS-City Twinning (jumelages de villes dans les administrations), TACIS-Bistro (aide d'urgence à de micro projets). Des structures liées à TACIS : INTAS (coopération scientifique UE / NEI), l'ISTC de Moscou (centre international de la science et de la technologie), les agences de développement des PME, les BCCs (Business communication centres), les TACs (technical assistance centres pour les grandes et moyennes entreprises). Banques, industries, apport d'expérience sont au cœur de ce dispositif. PHARE (Pologne Hongrie aide à la reconstruction économique, programme de coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale voisins), JOP (joint venture), TEMPUS II (échanges universitaires et scolaires entre UE et les PECO / NEI). Prêts de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) et la BEI (banque européenne d'investissement). TACIS démocratie.

2.4 AMELIORATION DE LA SITUATION ECONOMIQUE

2.4.1 UN BILAN PROMETTEUR

La remontée des cours des matières premières peut expliquer l'amélioration des résultats économiques des années 1999 et 2000. Toutefois, il est prudent de relativiser cette embellie. V. Poutine en est parfaitement conscient en soulignant : « les indices actuels ne suscitent l'optimisme que par comparaison avec ceux d'hier ». Rappelons que le revenu des ménages reste inférieur à 20% par rapport à celui de 1997 et celui de la consommation est inférieur à 89% par rapport à 1997. Enfin, il ne faut pas négliger le fait que 35% de la population reste sous le seuil de pauvreté.

L'année 2000 a été la meilleure de la décennie. Les quelques chiffres¹⁷ qui suivent en attestent :

- Croissance du PIB 7%
- Production industrielle +10%
- Investissements gagnants +17%
- Balance commerciale : excédent de 60 milliards de dollars
- Chute de la part du troc de 43% en début d'année à 20%
- Regain d'investissement de la part des entreprises.

2.4.2 VOLONTE DE REFORME DE POUTINE

L'objectif du programme¹⁸ de V. Poutine est, dans un premier de temps, de redonner confiance au peuple en s'intéressant de près aux problème des salariés et des pensionnés, susciter les investissements étrangers. Dans un deuxième temps il est de surmonter la dépendance de la Russie vis à vis du grand capital, de redonner une véritable fierté à son pays. Il cède en cela à la fois au libéralisme et au populisme. Il cherche à remettre de l'ordre en Russie, à commencer par les entreprises en les obligeant à respecter les règles et à payer leurs

¹⁶ L'UE a décidé en janvier 2000 de geler 90 millions d'Euro de programme d'assistance technique et menacé de prendre des sanctions commerciales contre la Russie.

¹⁷ Source Le Monde 8janvier 2001.

¹⁸ C.F. *Lettre ouverte de V. Poutine à ses électeurs* : <http://www.russie.net/election>

taxes. Contrairement à son prédécesseur, il n'est lié par aucune obligation qu'elle soit matérielle ou morale, de plus il n'a pas l'intention de s'adresser aux chefs d'entreprise d'égal à égal. Il veut restaurer le contrôle étatique sur la vie économique. Les oligarques quant à eux veulent sauver leurs privilèges et disent qu'on attaque la libre entreprise¹⁹.

Depuis le 1^{er} janv.-01 un nouveau code fiscal est entré en vigueur. Il représente la seule réforme d'envergure adoptée depuis l'élection du président. Afin de lutter contre la fraude fiscale, qui est presque un sport national, le taux unique de l'impôt est amené à 13% pour tous les foyers déclarant plus de 50000 Roubles (13000fr) par an. Le but en est d'améliorer la collecte fiscale. Il faut accroître la confiance dans l'état. Mais le doute demeure. La population habituée depuis toujours à contourner le fisc, ruinée par les crises bancaires à répétition qui ont englouti leurs économies, acceptera t-elle ces nouvelles règles du jeu ? La réussite de cette réforme conditionnera sans aucun doute toutes les autres réformes. Elle favorisera à l'évidence l'esprit d'entreprise.

La relation économique entre la Russie et l'Union européenne se balance entre aides et profits réciproques. La Russie ne peut se passer de l'UE, elle en joue largement et en fait même un instrument de poids dans les relations internationales.

Force est de constater que l'asymétrie des relations instaurées dès 1989 avec les institutions économiques européennes et occidentales a joué un rôle certain dans la dérive de l'économie russe vers le chaos. Cet échec patent a été mis en exergue par la crise de 1998.

L'UE quelque peu tributaire de cette relation observe avec intérêt les évolutions politiques de la Russie.

---000---

¹⁹ Courrier international n°531 du 4 au 10 janvier 2001.

3 DES EVOLUTIONS POLITIQUES SOUS LE REGARD EUROPEEN

La Russie ne doit pas avoir d'autres tentations que l'Europe. C'est un impératif de survie pour le continent. Plus vite elle se tournera vers l'Europe, plus vite le «trou noir eurasiens²⁰ » sera comblé par une société moderne et démocratique. Les voies de la démocratisation et de l'ouverture sont en marche. La volonté de démocratisation et de respect des droits de l'Homme existe réellement mais est encore loin d'aboutir. Beaucoup d'indices laissent à penser que le chemin reste long et que la Russie entend développer un modèle qui lui est propre.

Les déséquilibres du pouvoir générés par la constitution de 1993 ne semblent pas devoir être remis en cause par le président Poutine, les droits de l'Homme restent largement bafoués en Tchétchénie, enfin, la liberté de la presse n'est-elle pas en train d'être passablement remise en cause ?

Derrière ces interrogations auxquelles nous allons tenter de répondre, il y a encore une fois, toute la complexité de la relation avec l'Union européenne. Une Union européenne qui se veut ferme mais qui ne peut considérer la Russie comme n'importe quel état *voyou*. La relation qui jusqu'alors était uniquement économique devient désormais politique.

3.1 LE REGIME ET LE SYSTEME POLITIQUE

Le régime post-communiste ne relève plus de l'autoritarisme traditionnel et ne peut plus s'isoler des aspects libéraux des démocraties modernes. Comme le rôle critique des médias, le contrôle parlementaire et surtout le cycle électoral. Pendant l'ère Eltsine, les relations de coopération ont été renforcées avec l'Europe. Personne n'a été poursuivi pour l'expression de ses opinions, et les libertés et les droits politiques essentiels ont été respectés. Dans le nouvel ordre, les intérêts politiques et économiques semblent étroitement mêlés. Des améliorations sensibles sont apparues. Cependant, aux yeux de l'Europe, ces progrès ne sont

²⁰ Expression de l'américain Z.BRZEZINSKI dans «le *GRAND ECHIQUIER* » Bayard éditions. Lorsque à la fin de l'année 91 l'URSS s'est désagrégée, elle a laissé une sorte de trou noir au centre du continent eurasiens qui ne doit surtout pas être comblé par les velléités hégémoniques et impérialistes qu'il attribue encore à la Russie.

pas encore suffisants. La constitution de 1993, adoptée d'une manière assez brutale et peu démocratique, a institué un régime archi présidentiel.

La constitution de 1993 engage la Russie en matière de droit et de libertés, de séparation de pouvoirs, de fédéralisme et de légalité. Elle abolit le système à deux vitesses du congrès et du soviet suprême et crée une Assemblée fédérative bicamérale : la Chambre haute, le conseil de la fédération (2 représentants de chacune des 89 entités fédérales russes). Un grand nombre de centres de pouvoirs politiques (président, gouvernement, Douma, conseil de la fédération, et dirigeants régionaux) qui s'équilibrent et se contraignent, émergent. Le Conseil de la Fédération est un contre poids efficace par rapport à la Douma, capable de tempérer les rapports conflictuels du Président avec la chambre basse. Néanmoins, le gouvernement a du mal à s'imposer. Le Premier ministre n'est pas issu de la majorité parlementaire. Il est choisi par le président. Il trouve donc difficilement des points d'appui au sein de la Douma. Celle-ci peut refuser le candidat du président, mais au troisième refus, ce dernier peut décider de dissoudre la Douma et d'organiser de nouvelles élections législatives. Au cours de la période mars 1998 à décembre 1999, 5 premiers ministres se sont succédés ! Primakov a tenté par un rééquilibrage présidence gouvernement de surmonter cette situation de blocage. De fréquents appels à une réforme constitutionnelle visant à un renforcement du rôle du Premier ministre ont été faits par la classe politique. Ces appels sont restés sans suite. Au contraire, Eltsine n'a pas manqué au cours de sa présidence de contribuer à cette situation de blocage qui l'arrangeait particulièrement.

Pour transformer l'état et son administration il aurait fallu qu'il existe une véritable volonté démocratique et surtout que les intérêts personnels du Président passent après ceux du pays. Le régime soviétique a vu surgir «l'Etat Parti », l'ère Eltsine a vu apparaître «l'Etat régime ». La pratique du régime s'est centré sur le Président (la constitution le permettait). Il a placé sa famille et il a recherché des alliés, d'une part au sein des institutions et des administrations, d'autre part au sein des cercles financiers et industriels «les oligarques ». Ces derniers ont peu à peu joué un rôle majeur dans le fonctionnement de l'état. Ce sont eux qui ont permis la réélection de B. Eltsine en 1996. Ainsi, V.Tchernomyrdine a été 1^{er} Ministre de décembre 1992 à mars 1998. Avant d'occuper ce poste, il était directeur de Gazprom. L'augmentation d'acteurs non étatiques jouant un rôle est devenue particulièrement importante à l'exemple de Gazprom et des banques. L'expansion de la corruption, de la criminalité et de la désindustrialisation en sont les conséquences directes.

Malgré le constat qui est fait sur le régime et la constitution de 1993, il peut être dit qu'Eltsine a eu les yeux tournés dans deux directions : vers la démocratie, l'intégration internationale et une économie moins bureaucratisée c'est à dire une économie de marché. La démocratie russe n'est pas un trompe l'œil. Il y a eu des élections. Les partis en présence se sont multipliés. Entre 1993 et 1995, le nombre des mouvements politiques est passé de 17 à 43. Mais elle n'est toujours pas consolidée, en particulier dans la Russie des marges où les partis ont encore du mal à percer.

Poutine, le nouveau président dispose quant à lui d'une faible marge de manœuvre face aux oligarques qu'il a dû en parti conserver. Il proclame très ouvertement sa volonté de rendre à la Russie sa grandeur passée. Pour assurer sa réussite il veut redonner confiance à l'armée et lui redonner un rôle majeur dans le pays, ce qui n'est pas sans inquiéter l'UE.

3.2 LE ROLE DE L'ARMEE

Les militaires russes qui avaient assuré de leur soutien B. Eltsine contre Gorbatchev en 1991 ont été fortement déçus par la politique de défense et de sécurité qu'il a menée²¹.

Eltsine et son gouvernement ont été incapables de maintenir le niveau des forces armées. D'aucuns ont même avancé que ce recul des militaires était une des raisons de l'extension de l'OTAN. La situation des forces armées s'est tellement dégradée qu'elle a été présentée officiellement comme une menace pesant sur la sécurité intérieure. Cette préoccupation apparaît très clairement dans le concept de sécurité de 1997. Les motifs de ruptures sont divers :

- La guerre ratée en Tchétchénie,
- Le fossé entre le besoin de sécurité et le budget qui lui est consacré
- Les interférences avec les civils dans les prises de décision des affaires internes de l'armée,
- La création d'une milice anti-armée.

En somme, c'est tout le prestige du temps de l'URSS qu'elle a perdu. Malgré ce déclin, l'armée ne manifestait pas l'intention de prendre le pouvoir.

²¹ Voir à ce sujet l'article d'Isabelle FACON : La crise russe : les conséquences de la crise de l'armée sur les relations civil-militaire RDN aout-septembre 1999

La menace des militaires sous Eltsine a disparu, V. Poutine a pris le contre pied de son prédécesseur vis à vis des militaires. Dès son élection, il leur a donné des signes concrets d'intérêt. A la fois pour leur redonner confiance mais aussi pour remettre de l'ordre dans le pays.

Concrètement, les militaires sont devenus des vrais relais du pouvoir.

En effectuant un véritable quadrillage administratif du pays par des officiers il tend à démontrer qu'il n'accorde qu'un crédit limité aux institutions. En fait, il compte sur eux pour rétablir les structures de l'état. Il en a fait un instrument politique et diplomatique pour redonner à la Russie un rang significatif. Il a renforcé le rôle du ministère russe de la défense. Grâce à son armée il peut mener une politique plus ferme vis à vis des pays de la CEI et gagner de cette manière une marge de manœuvre incontestable tant sur le plan intérieur qu'extérieur.

La tragédie du Koursk, le comité des mères de soldats, l'état de délabrement des matériels l'ont obligé par ailleurs à mener une politique sociale très tournée vers les militaires. Ses actions sont surtout médiatiques. Il s'affiche auprès d'eux. Ses objectifs à court terme prévoient la réduction des disparités sociales entre civils et militaires ainsi que le soutien aux familles des soldats morts au combat en Tchétchénie.

Contre toute attente dans une période économiquement difficile, il a décidé de relancer le pilier traditionnel de l'industrie de défense. Ses arguments reposent sur le besoin souligné de dépasser le stade de producteur de matières premières.

Ces changements de politique à cent quatre-vingt degrés vis à vis des militaires suscitent de nombreuses interrogations en Europe et une crainte majeure : celle d'un retour à une politique autoritariste. Le spectre de l'URSS n'est pas loin. Si sa politique réussit, qu'il parvient à rendre la Russie crédible sur les plans économiques et institutionnels il lui faudra, par la suite, donner des signes forts d'une volonté réelle de démocratisation.

3.3 LES DROITS DE L'HOMME

La Russie est toujours montrée du doigt par les garants de l'ordre mondial pour ses atteintes aux droits de l'Homme. Il faut en convenir, les méthodes qu'elle emploie encore aujourd'hui pour rétablir l'ordre et faire entendre raison aux populations sont très éloignées des conceptions occidentales. La Tchétchénie, la liberté de la presse, les prisons, le traitement

des soldats²², la peine de mort sont des domaines pour lesquels les droits fondamentaux de l'Homme sont loin d'être respectés. Les faits rapportés régulièrement ne peuvent laisser indifférente l'opinion mondiale. La Russie a été sanctionnée pour son intervention en Tchétchénie, puis absoute par le Conseil de l'Europe et par l'Union européenne juste avant l'élection de V. Poutine.

Très tôt, la Russie a exprimé officiellement son désir de progresser vers une économie de marché, la démocratie et le respect des droits de l'Homme²³. Dès lors, son attitude a été observée avec attention par l'ensemble de la communauté internationale.

L'inscription d'une clause relative aux droits de l'Homme apparaît explicitement comme essentielle. Dans les accords économiques et de coopération entre la Russie et l'Union européenne. C'est une clause de conditionnalité²⁴. Ces obligations librement consenties sont assorties de possibilités de contrôle. La Russie a agréé des documents dans lesquels était mentionné «son attachement au renforcement des libertés publiques...». Au début, les contraintes ont été minimisées parce qu'elles entraient en concurrence avec le principe de souveraineté des états et le principe de non-intervention dans les affaires intérieures. Aujourd'hui, cette notion n'a plus de frontière. L'acte final d'Helsinki et la charte de Paris pour une nouvelle Europe inspirent les politiques intérieures et extérieures des Etats pour le respect des principes démocratiques et le respect des droits de l'Homme. Ces documents capitaux ont été signés par la Russie.

Les sanctions :

- Régler les différends par voie de recommandations qui ne sont pas obligatoires,
- suspendre l'application de l'accord dans sa totalité ou partiellement.

Ces sanctions ne doivent pas perturber le fonctionnement de l'accord et ne pas pénaliser la population pour les actions du gouvernement. L'aide humanitaire et l'aide d'urgence sont donc maintenues. « Il ne peut y avoir recours à des sanctions que lorsque toutes les autres voies ont été épuisées. » L'efficacité de ces mesures paraît douteuse. L'exclusion de la Russie reviendrait à la rendre agressive. Fermer la porte à la Russie encouragerait les frustrations alimentant la campagne des ultra-conservateurs. Comment faire pression sur le gouvernement sans mettre en péril les tendances à l'ouverture, sans isoler encore davantage l'opposition démocratique, c'est à dire sans prendre de véritables sanctions ? « On ne traite pas la Russie

²² Les soldats font l'objet de bizutages sadiques : « dedovchina » qui ont été dénoncés.

²³ cf. les accords de partenariat, l'adhésion au conseil de l'Europe

²⁴ cf. renvoi 7

comme la Serbie²⁵ ». Tout est dit ! La géopolitique prend le pas sur les droits de l'Homme. La Russie assure qu'elle respectera les droits de l'Homme dans le futur.

La Russie est aujourd'hui une démocratie inachevée avec un état de droit imparfait. Des progrès sensibles ont été enregistrés. Des élections libres ont eu lieu plusieurs fois, le pluralisme politique existe, les autres libertés fondamentales émergent...

Est-il surréaliste d'imaginer que si la Russie poursuit ses efforts dans sa marche vers le respect des droits de l'Homme, c'est elle qui pourra condamner un jour les Etats-Unis pour le non-respect de ces droits fondamentaux ? Pourquoi pas ?

Il semblerait cependant que, depuis quelques temps, la Russie marque le pas et même régresse. La liberté de la presse et des médias qui s'affichait presque librement est de nouveau condamnée et soumise à la censure du pouvoir. Les réactions de la presse russe²⁶ aux sanctions de l'UE et du Conseil de l'Europe sont significatives de leur inanité.

Les mesures de condamnation et d'emprisonnement prises contre le patron de Media Most, V.Goussinski²⁷, est révélateur d'une volonté de reprise en main du pouvoir à la fois contre les journalistes mais aussi contre les oligarques. La doctrine de la sécurité de l'information adoptée et publiée récemment témoigne du souci de l'Etat de maîtriser les médias.

Les dérapages trop nombreux font que la question de la sécurité vue de l'UE en rapport avec la Russie est surtout exprimée en termes négatifs. C'est à dire qu'il faut accompagner en permanence la transition russe pour empêcher les dérives potentiellement menaçantes pour la sécurité européenne.

---OOO---

²⁵ Catherine LALUMIERE, parlementaire européen. Dans un entretien avec *Europ Magazine*

²⁶ cf. *Krasnaï zvezda* du 14 novembre 2000

²⁷ cf. *Le Point* N° 1483 du 16 février 01. Cet article montre comment Poutine remet de l'ordre. La population semble acquise à sa politique vis à vis des journalistes qui sont considérés comme des gens achetés. Il n'en demeure pas moins que plusieurs faits attestent d'une sérieuse atteinte à la liberté de la presse en Russie.

4 L'ENJEU SECURITAIRE

La proximité géographique de tous les pays du continent européen et la sécurité des peuples forment un tout indivisible. Cette sécurité dépend largement des relation UE / Russie.

Le mot clé de la sécurité européenne est l'intégration. Union européenne et Russie ont des intérêts communs. Nous l'avons vu supra, la relation économique est le préalable indispensable pour que la Russie devienne un acteur crédible sur la scène internationale du XXIème siècle. Il faut donc à présent étendre les relations économiques et politiques à une relation sécuritaire qui contribuera à la stabilisation du vieux continent. Le grand enjeu est de réussir à ancrer définitivement la Russie à l'Europe, si possible en accord avec les Etats-Unis.

Même si l'on peut considérer que c'est sa capacité d'ultime nuisance et elle seule qui donne du poids à ses protestations anti-occidentales, on ne peut sous estimer l'importance de la Russie dans le domaine de la sauvegarde de la paix et de la stabilité sur le continent européen. Eltsine avait parfaitement su jouer de cette carte, faisant une force de sa faiblesse.

L'intérêt de cette relation est réciproque, l'UE commence à donner une place importante à la Russie dans sa politique étrangère de sécurité commune. La Russie attend beaucoup de cette relation, il ne faut pas la négliger.

4.1 UN INTERET PARTAGE

Les intérêts communs à toute l'Europe se situent en Europe centrale et orientale dans les Balkans ou hors d'Europe.

Le premier des intérêts communs à défendre c'est la sécurité collective, c'est à dire la garantie de l'existence de l'Europe. Eltsine disait : « Nous, les Européens, n'avons pas besoin d'un oncle étranger. Nous pouvons nous unir et vivre normalement. »

La volonté russe de s'allier à l'Europe avait été clairement annoncée par B. Eltsine qui dit au cours d'un discours : « Il n'y aura pas d'Europe pacifique, démocratique et prospère, s'il n'y a pas entre ces deux grandes composantes, l'UE qui s'élargit et la Russie avec sa CEI, des relations de confiance, des relations de co-développement sur le moyen terme, sur le long terme ».

Les crises d'Ex-yougoslavie puis du Kosovo ont démontré l'incapacité européenne à s'émanciper des Etats-Unis, donnant même le sentiment que les Européens s'étaient couchés devant les Américains. Ce constat a accéléré d'une manière évidente la politique étrangère de

sécurité commune (PESC) de l'UE qui déjà prenait corps depuis le sommet de Saint Malo (décembre 1998).

Pour faire contre poids à l'OTAN, l'Union européenne et la Russie ont une vision et une volonté sécuritaire commune exprimée par la stratégie commune adoptée en juin 1999²⁸. C'est une première du genre et c'est un beau symbole. Le sommet UE-Russie d'octobre 2000 affermit et prolonge cette volonté.

4.2 PLACE DE LA RUSSIE DANS LA PESC DE L'UE

L'Europe forme un ensemble géopolitique uni par le lien transatlantique et engagé dans l'élargissement de l'UE et de l'OTAN. La Russie ne constitue pas une menace pour l'Amérique et l'Europe, tant qu'elle développe un état national et démocratique sans visée expansionniste. Toutes deux respectent son intégrité territoriale. UE et Etats-Unis ont deux exigences communes :

- Que la Russie rompe avec son passé impérialiste, en acceptant le pluralisme géopolitique et en respectant la souveraineté des états partenaires.
- Qu'elle cesse toutes ses tergiversations à propos de l'élargissement, des liens politiques et militaires entre l'Europe et les Etats-Unis. Il n'existe pas de limites prédéterminées au processus d'expansion de l'Europe démocratique.

L'Europe n'a ni réussi ni même démontré la volonté de s'imposer dans le domaine sécuritaire sur son propre continent. En effet, les questions de défenses de l'UE sont actuellement confiées à l'UEO. En 1992, elle a confirmé la primauté de l'OTAN en matière d'auto défense collective et se limite, dans le cadre formel des Nations unies, aux missions de Petersberg²⁹.

Les crises d'Ex-Yougoslavie et du Kosovo en sont la démonstration parfaite. L'UE a été incapable d'adopter une vision politique à long terme par manque de représentation cohérente consciente et commune d'un véritable projet politique. Les priorités étaient la

²⁸ La stratégie commune qui est un prolongement de l'APC a été adoptée le 4 juin 1996. Elle revêt une importance décisive pour le maintien de la paix et de la sécurité en Europe et dans le monde.

²⁹ Les orientations sécuritaires européennes reposent principalement sur les missions de Petersberg : actions humanitaires, maintien, rétablissement de la paix.

réforme des institutions, la monnaie unique, négligeant la vision politique sur l'avenir de la construction.

Jusqu'alors, la plupart des Etats membres demeurent fondamentalement atlantistes. Ils considèrent que les Etats-Unis offraient la meilleure garantie de sécurité à l'Europe³⁰. Certains pays européens craignaient de voir les Etats-Unis s'isoler c'est pourquoi ils ont cherché à l'amarrer à l'Europe. La présence américaine est également un moyen de contrôler la politique allemande en Europe centrale. L'Allemagne est regardée comme étant au cœur de l'élargissement à la fois de l'Union européenne et de l'OTAN. Le syndrome allemand réapparaît. D'autant que le centre de gravité européen n'est plus vraiment la France mais plutôt l'Allemagne qui a pris un poids politique considérable après l'unification. Ajoutons à cela que les intérêts des pays d'Europe du sud et ceux de l'Europe centrale ne sont pas les mêmes.

Aujourd'hui encore et pour quelques temps, l'Union européenne, Russie et Etats-Unis forment la troïka indissociable de la sécurité en Europe.

Pour intégrer la Russie dans l'architecture européenne de sécurité, l'OSCE joue un rôle important : au Sommet d'Istanbul de novembre 1999, une charte a été adoptée et un traité d'adaptation du traité FCE³¹ a été signé qui donne des garanties³² à la Russie contre le déploiement illimité de troupe de l'OTAN dans les nouveaux pays membres de l'alliance. Signe que l'incertitude quant aux réactions Russes pèsent quelque peu dans les décisions.

Avec Maastricht, l'Union européenne, a succédé à la communauté économique européenne. Manifestement l'Europe cherche à s'émanciper des Etats-Unis en mettant sur pied une véritable Politique étrangère de sécurité commune (PESC) qui constituera le deuxième pilier de la construction européenne. Le sommet de Saint Malo de décembre 1998 a donné un incontestable signal de départ à cette nouvelle politique. Cette politique qui vise à terme à mettre sur pied une véritable défense européenne, n'est pas à placer au rang des simples aspirations. . L'UEO cessera d'exister prochainement, l'UE pourra enfin prendre en charge sa défense.

³⁰Royaume-Uni, Danemark, Pays-Bas, Italie, Allemagne en particulier.

³¹ C'est une contre partie à l'élargissement de l'OTAN : Pologne, République Tchèque, Hongrie.

³² Accord 2+4 sur l'unification Allemande qui interdit le stationnement de troupe autres qu'ALLEMANDES sur le territoire de l'Ex RDA.

Depuis 1999, le projet de défense européenne est lancé. Il s'agit de donner sa pleine dimension à la PESC et de doter l'UE d'une capacité autonome de gestion de crises. Encore faudra-t-il que l'UE fasse réellement acte de volonté par rapport aux Etats-Unis.

L'Europe reconnaît à la Russie un rôle majeur dans l'avenir de la sécurité du continent européen. La commission des affaires étrangères de l'UE a rappelé que la RUSSIE appartenait à l'histoire et à la culture de l'Europe. Sa puissance géopolitique, son statut de membre permanent du conseil de sécurité sont déterminants. Elle a, par ailleurs, reconnu que la Russie avait manifestement l'intention de s'ouvrir vers l'occident et d'adopter les valeurs de la démocratie pluraliste de l'état de droit, des droits de l'Homme et des minorités.

Autant d'éléments de crédibilité qui sont à inscrire à son actif.

L'ensemble des membres de l'UE s'accorde pour penser qu'il y a sur ce sujet un intérêt commun. Concrètement, la déclaration conjointe du sommet du 30 octobre 2000 entre l'Union européenne et la Russie est un acte essentiel qui accélère et met en perspective le rôle incontournable de la Russie dans la sécurité du continent européen. Du même coup, ce peut-être l'occasion de faire fléchir le poids des Etats-Unis sur la scène européenne. Cette déclaration est suivie d'une véritable décision de partenariat stratégique entre l'UE et la Russie qui est prise au sommet de FEIRA en juin 2000.

Le dialogue avec la Russie sur les questions de la PESC doit être régulier. Il faut promouvoir des actions communes. Celles-ci pourraient être des opérations de maintien ou de rétablissement de la paix³³. L'UE ne pourra inciter ce partenariat avec la Russie qu'à condition que la PESC soit une réalité. C'est un véritable défi. Actuellement l'UE joue une sorte de pont entre la Russie et les Etats-Unis.

Avec l'élargissement à venir de l'UE les limites territoriales communes vont s'accroître. L'Europe jouxtera désormais l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie et l'enclave de Kaliningrad. L'extension vers l'Est ne doit pas être perçue comme le risque d'une nouvelle ligne de partage de l'Europe.

³³ De ce point de vue l'OSCE apparaissait jusqu'à présent comme l'institution la plus appropriée pour monter des opérations de maintien de la paix avec la Russie.

Tout doit être mis en œuvre pour faire de la Russie un partenaire à part entière. Cette relation doit contribuer encore plus à la stabilité du vieux continent. Elle doit permettre aux états de la partie européenne de la CEI de trouver leur place dans la nouvelle architecture européenne.

Mais il n'est pas certain que l'Europe considère réellement la Russie à sa juste mesure. La stratégie commune, la déclaration conjointe et la décision de partenariat stratégique fixant la Russie comme prioritaire ne sont encore que très déclaratoires et peu suivies de mesures concrètes

Réaliser une stratégie commune relève d'un indéniable défi à la fois pour l'UE et pour la Russie.

4.3 LES ATTENTES RUSSES

La Russie espère retrouver son rôle de grande puissance. Consciente de sa faiblesse actuelle, elle attend, avec V.Poutine, qu'on lui reconnaisse au moins une chance de réussite de sa mutation vers la démocratie et l'économie de marché.

La Russie a montré à plusieurs reprises sa résolution d'entretenir de bonnes relations avec toutes les parties du monde. Même avec celles avec lesquelles elle a des différends. Cette attitude est saluée parce qu'elle ne peut avoir que des effets bénéfiques sur la paix dans le monde.

La Russie préfère la vision européenne de la sécurité qui met moins l'accent sur les aspects militaires que l'OTAN. L'OTAN demeure une alliance militaro-politique et l'extension de ses missions dans son nouveau concept stratégique fait qu'elle n'est plus seulement défensive. Le Kosovo en est un exemple flagrant. Elle souhaite qu'une Union européenne renforcée pourra relativiser le rôle central que joue l'OTAN dans l'architecture actuelle de sécurité et de défense européenne. Et aussi que son élargissement pourra retarder celui de l'OTAN, en particulier pour les pays Baltes.

Le concept de politique extérieur fait une place plutôt importante à l'UE, surtout si on la compare avec la place réservée aux US.

4.3.1 LE RISQUE DE NEGLIGER LA RUSSIE

La nouvelle doctrine de sécurité, publiée en janvier 2000, marque le recul de la priorité interne pour la sécurité au profit des menaces extérieures³⁴, dont les dirigeants estiment qu'elles tendent à se renforcer. Cette nouvelle doctrine tire les enseignements de l'élargissement de l'OTAN que la Russie voit d'un très mauvais œil, de la crise du Kosovo et du nouveau concept stratégique de l'Alliance Atlantique. Les Russes ont critiqué la faiblesse des Européens car ils ont privilégié l'OTAN pour dialoguer avec Moscou sur les questions de sécurité ce qui du même coup affaiblit leur position et leur possibilité d'exprimer la spécificité de leurs intérêts. Cette attitude atténue à l'évidence la pertinence et l'efficacité de leurs relations avec la Russie en matière de sécurité.

Elle a vu disparaître son glacis de sécurité en Europe orientale et doit donc adapter son dispositif de défense à ses nouvelles frontières. Pour faire face à son isolement et à sa perte de puissance, la CEI est l'unique moyen de préserver son hégémonie régionale. En 1995 elle a décidé de devenir la force motrice d'un renforcement de l'intégration économique et politique de la CEI. Elle l'utilise comme un nouvel espace de sécurité.

Pas moins de vingt cinq millions de Russes sont à l'extérieur de la Russie. Considérés comme minorités, ils font partie des priorités suprême de la nouvelle politique extérieure. C'est à dire les priorités qui sont liées à la protection de l'intérêt des personnes³⁵. La Russie laisse entendre ici que toute occasion peut-être invoquée pour lancer un processus de crise.

Mais comment se poser en grande puissance quand elle ne parvient pas à maintenir son autorité sur son ancien empire³⁶ ? Ses relations avec l'Ukraine sont à observer avec beaucoup d'attention. Ce pays est tenté à la fois par le non alignement et l'arrimage à l'UE et à l'OTAN. Sa position géographique, à la frontière entre la Russie et l'Europe élargie en fait un enjeu géopolitique de choix. Les instabilités régionales russes font peser des risques d'implications pour l'Europe.

³⁴ Il y a ce qui s'appelait auparavant les anciennes républiques soviétiques qui représentaient « l'étranger proche » et qui étaient sa préoccupation prioritaire. Ensuite l'Europe de l'Ouest avec l'UE, l'OSCE et l'OTAN, les états de l'ancienne organisation du traité de Varsovie, la Chine et le Japon, l'Asie du Sud Ouest. Les relations avec les Etats-Unis se superposent avec toutes les questions.

³⁵ C.F La conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie

³⁶ C.F. la Géorgie et l'Azerbaïdjan qui en pleine guerre des Balkan demandent à l'OTAN de jouer un rôle dans le maintien de la stabilité du Caucase.

Dans sa nouvelle politique extérieure un sentiment de recul diplomatique et géopolitique apparaît très nettement. Elle rappelle le rôle central des Nations Unies en matière de relations internationales. L'attribut de puissance qu'elle possède au sein de l'ONU a été réduit du fait de l'engagement brutal de l'OTAN au Kosovo.

Cette impression de recul explique qu'elle cherche, avec V. Poutine, à renouer avec les mythes et symboles de la grandeur passée. De l'époque où elle était encore l'égale des États-Unis. V. Poutine et avec lui 61% des Russes veulent que la Russie redevienne une puissance qui compte. La population commence à percevoir les aides internationales comme une tentative de s'assurer le contrôle politique et économique du pays. Une tendance au protectionnisme et isolationniste se fait jour.

Gorbatchev rappelait récemment au cours d'un entretien télévisé que la course aux armements avait été la cause majeure de la chute de l'URSS. Aujourd'hui, la poursuite de la politique américaine NMD n'est-elle pas une relance de cette course n'ayant pour seul but que d'enfoncer la Russie dans un nouveau chaos ? En réponse, la Russie de V. Poutine pourrait très bien adopter une politique de repli sur soi ou se tourner vers des partenaires plus sensibles. Il le fait d'ores et déjà. Les accords récemment conclus avec la Chine³⁷ peuvent être regardés comme un signal. Elle bâtit de cette manière un contre poids stratégique à l'influence Américaine. Le danger d'un comportement proliférant avec de nouveaux partenaires n'est pas à exclure non plus³⁸. De plus, stimulés par le bilan économique de ces deux dernières années, les dirigeants russes se laissent aller plus librement dans l'expression de leur rancœur contre l'Occident.

En fait le danger majeur est bien celui d'un retour à un militarisation des relations internationales et donc à la guerre froide.

---000---

5

³⁷ Voir également à ce sujet ce qui concerne les sommets à 5 qui depuis 1996 rassemblent autour d'une même table la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, et le Tadjikistan.

³⁸ Se rappeler ici de la relance de l'industrie de défense

CONCLUSION

La Russie est un partenaire difficile, prétentieux. Le plus grand pays du monde, puissance nucléaire, doté d'un potentiel énergétique considérable, n'est aujourd'hui qu'une puissance régionale. Elle pourra retrouver sa puissance passée à la condition qu'elle retrouve sa stabilité intérieure. La Russie est un élément clé de l'équilibre mondial. Il faut traiter avec ce pays exsangue, qui a dû faire face à l'émiettement de son empire, au chaos économique et social et surtout à l'humiliation de ne plus être considéré comme l'égal des Etats-Unis. C'est toute la complexité des relations avec une Russie géante aux pouvoirs de nuisance incomparables et une Russie trop faible économiquement pour être capable de se relever seule.

L'Union européenne a été la première institution internationale à apprécier à sa mesure l'importance de l'enjeu stratégique de la transformation de la Russie. Partant du principe qu'il n'est possible de trouver le chemin de la démocratie qu'à partir d'une économie saine et d'institutions solides, l'Union européenne et la Russie se sont engagées dans un processus de partenariat et de coopération. C'était sans tenir compte d'un passé imprégné de soixante quinze ans de communisme et des particularismes russes.

L'application d'un modèle occidental à la Russie a vite montré ses limites. Les réformes n'ont pas abouti à l'économie de marché escomptée. Certains se sont enrichis sur le dos de l'état, les oligarques, d'autres au contraire sont plus pauvres qu'auparavant. Les dirigeants comme au temps de l'URSS se sont maintenus au pouvoir avec des méthodes peu recommandables. Les occidentaux se sont vus accusés d'avoir contribué à la faillite du pays. L'UE a poursuivi des programmes d'aide élargie dans le contexte particulier des conflits de l'Ex-Yougoslavie, du Kosovo ou de la Tchétchénie. La relation a connu des moments chaotiques qui pouvaient faire craindre un retour aux démons de l'URSS. Les Etats-Unis quant à eux profitaient, sans le dire, de la faiblesse de la Russie pour pousser plus à l'Est leur influence. A travers un jeu d'attirance et de défiance l'Europe ne paraît servir que de contre poids aux relations entre Etats-Unis et Russie. L'Europe incapable d'afficher une position sécuritaire unie vraiment européenne n'était pas à la hauteur de l'enjeu russe et faisait le jeu américain. Elle n'a pas été capable non plus de considérer au bon niveau stratégique la Russie. Elle l'a sous estimé !

Avec les progrès du sommet de Saint Malo et de ceux qui ont suivi ajoutés à l'aiguillon de la guerre du Kosovo, l'Europe montre enfin une véritable volonté commune de construction d'une identité européenne de sécurité commune dans laquelle la Russie tient une place de choix. La Russie quant à elle annonce très clairement dans son concept de politique extérieure qu'elle voit dans l'UE une source incontestable d'équilibre sécuritaire en Europe. Cela se fonde sur le besoin de reconnaissance de puissance de la Russie mais surtout sur le fait que l'Europe ne présente pas de velléités d'hégémonie vis à vis d'elle.

Cette relation reste fragile et complexe. La Russie doit poursuivre ses réformes vers la démocratisation. Il faut lui laisser le temps et lui permettre de s'adapter à une économie qui prenne en considération les spécificités russes. Les bons résultats économiques de 1999 et 2000 lui ont redonné une nouvelle confiance. L'arrivée de V. Poutine avec sa volonté de rendre au pays sa puissance suscite espoirs et inquiétudes. La réussite de la démocratie ne pourra être complète qu'à la condition du retour à l'ordre dans le pays. V. Poutine mène une politique qui du point de vue occidental est autoritariste, on ne peut le nier. Compte tenu du chaos existant encore en Russie cela représente sûrement la solution du retour à la croissance, de la crédibilité de l'état et du positionnement de la Russie sur la scène internationale. L'idée récurrente de l'identité russe, le retour des militaires aux postes de commandes de l'état, la politique américaine de défense ressentie comme une nouvelle attaque, sont autant d'éléments susceptibles de pousser la Russie dans un nouveau repli sur elle-même ou vers une recherche d'alliance stratégique plus en conformité avec le statut qu'elle revendique, celui de grande puissance. Pour l'instant elle accepte et reconnaît n'être qu'une puissance limitée. Son pouvoir de nuisance reste important. Les gesticulations diplomatiques de V. Poutine ne sont pas anodines.

Pourtant, l'Europe doit poursuivre ses efforts, considérant la Russie comme un véritable partenaire. Mais la Russie n'est pas un partenaire comme les autres ! C'est une chance et un défi pour l'Europe, celui de s'émanciper enfin des Etats-Unis. Cela devrait susciter un formidable espoir pour les européens.

LES RELATIONS ENTRE LA RUSSIE ET L'UNION EUROPEENNE

Références bibliographiques :

DOCUMENTS PRIMAIRES

Rapport sur la communication de la commission « L'avenir des relations entre l'Union européenne et la Russie » et le plan d'action « L'Union européenne et la Russie : les relations futures » du 12 février 1998 A4-0060/98

Interim report « Russia's futures the EUROPE Long term Strategy in Russia, 14 juin 1999

Bulletin quotidien Europe n° 2144-45 : Stratégie commune de l'UE à l'égard de la Russie, 16 juin 1999

« Concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie » , Décret présidentiel n° 24, 10 janvier 2000.

« La Russie et la sécurité européenne » Rapports UEO, document C/1722 15 novembre 2000

OUVRAGES

Sous la direction de : Yves BOYER et Isabelle FACON : *La politique de sécurité de la Russie entre continuité et rupture*, Paris, Ellipse, 2000

Zbigniew BRZEZINSKI : *Le grand échiquier*, Bayard éditions.

CARRERE D'ENCAUSSE Hélène: *La Russie inachevée*, Paris, Fayard, 2000

CHAUPRADE Aymeric: *Introduction à l'analyse géopolitique*, Paris, Ellipse, 1999

ECKERT et KOLOSSOV : *La Russie*, Flammarion (Dominos),1999

POUVREAU Ana: *Les Russes et la sécurité européenne*, l'Harmattan, 1998

RADVANI. Jean : *La nouvelle Russie*, Paris, Armand colin, 2000.

RAUX et KOROVKINE : *Le partenariat entre l'Union européenne et la Fédération de Russie*, Apogée, 1998

SAPIR. Jacques : *Le chaos russe* , La découverte, Paris 1996

PERIODIQUES

BLAGOVINE Sergueï : *La Russie et la sécurité européenne*, Revue internationale et stratégique, N° 38, été 2000

CARRERE D'ENCAUSSE Hélène: *La crise russe : de l'URSS à la Russie* RDN juillet 1999

COLARD Daniel : *Le partenariat stratégique entre l'Union européenne et la Russie*, RDN février 2000.

CORDONNIER Christophe: *La Russie et l'Europe de la frustration à l'espoir* Où va la Russie ? Revue française de géoéconomie n°13, printemps 2000.

Dmitri DANILOV et Stephan de SPIEGELEIRE : *Du découplage au recouplage, une nouvelle relation de sécurité entre la Russie et l'Europe occidentale ?* Cahiers de Chaillot n°31, avril 1998

FACON. Isabelle : *La Russie, l'OTAN et l'avenir de la sécurité en Europe* RDN mars 1997

FACON. Isabelle : *La crise russe : les conséquences de la crise de l'armée sur les relations civil-militaire* RDN aout-septembre 1999

FACON. Isabelle : *Facteurs permanents et fédérateurs de la politique extérieure russe : entre blocage et renouvellement*, Revue d'études comparatives Est-Ouest, 2000, vol 31, n°2

GHEBALI V.Y : *La charte de l'OSCE sur la sécurité européenne* RDN février 2000

KOBRINSKAĀ Irina: *La réaction de la Russie au nouveau concept stratégique de l'OTAN*

ROMER Jean Christophe : *L'Europe centrale entre Russie, OTAN et UE : dix ans après* RDN avril 1999

ROUBINSKI Youri: *Cahiers de l'IFRI*.

SCHNEIDER. M : *La Russie face à l'élargissement de l'OTAN* Défense n°97 septembre 1997

SKAWA. R :

THOM Françoise : *Union européenne-Russie le partenariat énergétique*, Revue géopolitique n° 72

TINGUY.A. de (2000) : *La Russie entre puissance et impuissance*, Revue internationale et stratégique, N° 38, été 2000

TINGUY.A. de : *Paris-Moscou vers un partenariat privilégié dans une Europe réconciliée*, Revue internationale et stratégique, N° 25, printemps 1997

Fondation pour les études de défense (cahier n°5)

Bilan du monde, édition 2001

ARTICLES DE PRESSE

Quotidiens utilisés dans le cadre de la rédaction du mémoire :

Libération,

Le Monde,

Courrier international,

Valeurs actuelles

SITES INTERNET

Sommet Union européenne-Russie, discours du président de la République,
<http://www.elysee.fr>

TACIS : le programme européen d'assistance à la Russie, <http://cafe.rapidus.net>

LEWIN Moshe La Russie en mal d'Etat, <http://www.monde-diplomatique.fr>

Programme TACIS II d'appui à la Douma d'Etat et au conseil de la fédération,
<http://www.assemblee-nat.fr>

La Russie et l'Union européenne, <http://www.europarl.eu.int>

Déclaration commune, Sommet Union européenne-Russie, <http://www.presidence-euro>

TABLE DES MATIERES

1	INTRODUCTION.....	1
2	UNE RELATION ESSENTIELLEMENT ECONOMIQUE.....	4
2.1	LES PARTENARIATS ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET LA RUSSIE	4
2.1.1	<i>L'ORIGINE DE LA RELATION.....</i>	<i>4</i>
2.1.2	<i>LES FONDEMENTS INSTITUTIONNELS.....</i>	<i>5</i>
2.2	L'ECHEC DES REFORMES, VERS LE CHAOS.....	6
2.2.1	<i>LA CRISE DE 1998.....</i>	<i>8</i>
2.2.2	<i>LES GKO.....</i>	<i>8</i>
2.2.3	<i>L'ETAT ET LES OLIGARQUES.....</i>	<i>9</i>
2.2.4	<i>LA DETTE RUSSE.....</i>	<i>10</i>
2.3	LES ENGAGEMENTS EUROPEENS	11
2.3.1	<i>ENERGIE CONTRE INVESTISSEMENT.....</i>	<i>11</i>
2.3.2	<i>L'ASSISTANCE TECHNIQUE EUROPEENNE : TACIS.....</i>	<i>13</i>
2.4	AMELIORATION DE LA SITUATION ECONOMIQUE	15
2.4.1	<i>UN BILAN PROMETTEUR.....</i>	<i>15</i>
2.4.2	<i>VOLONTE DE REFORME DE POUTINE.....</i>	<i>15</i>
3	DES EVOLUTIONS POLITIQUES SOUS LE REGARD EUROPEEN.....	17
3.1	LE REGIME ET LE SYSTEME POLITIQUE.....	17
3.2	LE ROLE DE L'ARMEE.....	19
3.3	LES DROITS DE L'HOMME.....	20
4	L'ENJEU SECURITAIRE.....	23
4.1	UN INTERET PARTAGE	23
4.2	PLACE DE LA RUSSIE DANS LA PESCE DE L'UE	24
4.3	LES ATTENTES RUSSES	27
4.3.1	<i>LE RISQUE DE NEGLIGER LA RUSSIE.....</i>	<i>28</i>
5	CONCLUSION.....	30